

CONVOCATION
pour les séances publique et plénière du
mardi 10 juillet 2018
à 14h30

ORDRE DU JOUR

SÉANCE PUBLIQUE

- 1) **51.862** Projet de loi relative au statut disciplinaire du personnel du cadre policier de la Police grand-ducale
(doc. parl. 7040)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 21 votants

- 2) **51.864** Projet de loi sur l'Inspection générale de la Police et modifiant :
1° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;
2° la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois ;
3° le livre 1^{er} du Code de la sécurité sociale
(doc. parl. 7044)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 21 votants

- 3) **51.913** Loi du jj/mm/aaaa modifiant :
1° le Code de procédure pénale en introduisant un titre IX concernant l'exécution des peines ;
2° le Code pénal ;
3° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ; et
4° la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti
(doc. parl. 7041)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 21 votants

- 4) **51.915** Loi du jj/mm/aaaa portant réforme de l'administration pénitentiaire et
1) modification
- du Code pénal ;
- du Code de procédure pénale ;
- du Code de la sécurité sociale ;
- de la loi du 3 avril 1893 concernant l'approbation de la fondation Theisen à Givenich ;
- de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie ;
- de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;
- de la loi modifiée du 17 avril 1998 portant création d'un établissement public dénommé « centre hospitalier neuropsychiatrique » ;

- de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois ;
 - de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux ;
 - de la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois, ainsi que ;
- 2) abrogation
- de la loi modifiée du 21 mai 1964 portant 1. réorganisation des établissements pénitentiaires et des maisons d'éducation ; 2. création d'un service de défense sociale ;
 - de la loi du 4 avril 1978 ayant pour but d'habiliter le personnel du service de garde des établissements pénitentiaires à exercer certaines attributions de police générale

(doc. parl. 7042)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 21 votants

5) 52.129

Projet de loi portant :

1. transposition de la directive 2014/50/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative aux prescriptions minimales visant à accroître la mobilité des travailleurs entre les États membres en améliorant l'acquisition et la préservation des droits à pension complémentaire ;
2. modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension ;
3. modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

(doc. parl. 7119)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 21 votants

6) 52.240

Projet de loi relatif à un régime d'aides en faveur des petites et moyennes entreprises et portant abrogation

- 1° des articles 2, 3, 4 et 6 de la loi modifiée du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes ; et
- 2° de l'article 4 de la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques, 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie

(doc. parl. 7140)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 21 votants

- 7) **52.285** Projet de loi portant création d'une représentation nationale des parents et modification
1° du Code de la sécurité sociale ;
2° du Code du travail ;
3° de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail ;
4° de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ;
5° de la loi modifiée du 22 juin 2017 ayant pour objet l'organisation de la Maison de l'orientation

(doc. parl. 7154)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 21 votants

- 8) **52.377** Projet de loi portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, signée à Istanbul le 11 mai 2011 et modifiant
1) le Code pénal ;
2) le Code de procédure pénale ;
3) la loi modifiée du 8 septembre 2003 sur la violence domestique ;
4) la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

(doc. parl. 7167)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 21 votants

- 9) **52.414** Projet de loi portant modification
1. de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration
2. de la loi du 18 février 2013 sur l'accueil de jeunes au pair

(doc. parl. 7188)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 21 votants

- 10) **52.593** Projet de loi portant modification
1° de la loi modifiée du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets ;
2° de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales ; et
3° de la loi du 23 décembre 2016 sur les ventes en soldes et sur trottoir et la publicité trompeuse et comparative

(doc. parl. 7228)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 21 votants

- 11) **52.691** Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective

(doc. parl. 7251)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 21 votants

- 12) 52.705** Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée aux fins de transposer l'article 1^{er} de la directive (UE) 2017/2455 du Conseil du 5 décembre 2017 modifiant la directive 2006/112/CE et la directive 2009/132/CE en ce qui concerne certaines obligations en matière de taxe sur la valeur ajoutée applicables aux prestations de services et aux ventes à distance de biens

(doc. parl. 7249)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 21 votants

- 13) 52.762** Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse

(doc. parl. 7302)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 21 votants

- 14) 52.801** Projet de loi portant approbation du Protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), en ce qui concerne la mise en œuvre de la Directive (UE) 2015/2436, fait à Bruxelles, le 11 décembre 2017

(doc. parl. 7279)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 21 votants

- 15) 52.813** Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales

(doc. parl. 7291)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 21 votants

- 16) 52.828** Projet de loi portant approbation de l'Accord complémentaire entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Organisation européenne des brevets concernant l'inviolabilité des archives de l'Organisation européenne des brevets, fait à Luxembourg, le 5 mars 2018

(doc. parl. 7294)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 21 votants

SÉANCE PLÉNIÈRE

Projets de loi

- 1) **51.691** Projet de loi modifiant
1. le Code de la sécurité sociale ;
2. la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg ;
3. la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la création d'un fonds national de solidarité
(*Amendements parlementaires du 6 juillet 2018*)
(doc. parl. 7004)
- 2) **52.258** Projet de loi modifiant la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues
(*Amendements parlementaires du 19 juin 2018*)
(doc. parl. 7142)
- 3) **52.269** Projet de loi relative à la modification de la mention du sexe et du ou des prénoms à l'état civil et portant modification du Code civil
(doc. parl. 7146)
- 4) **52.378** Projet de loi relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale et portant modification :
1° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
2° de la loi modifiée du 29 mai 1998 portant approbation de la Convention sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne portant création d'un Office européen de police (Convention Europol), signée à Bruxelles, le 26 juillet 1995 ;
3° de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police ;
4° de la loi du 20 décembre 2002 portant approbation - de la Convention établie sur base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signé à Bruxelles, le 26 juillet 1995 ; - de l'Accord relatif à l'application provisoire entre certains États membres de l'Union européenne de la Convention établie sur base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signé à Bruxelles, le 26 juillet 1995 ;
5° de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité ;
6° de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État ;
7° de la loi modifiée du 25 août 2006 relative aux procédures d'identification par empreintes génétiques en matière pénale et portant modification du Code d'instruction criminelle ;
8° de la loi du 24 juin 2008 ayant pour objet le contrôle des voyageurs dans les établissements d'hébergement ;
9° de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier judiciaire ;
10° de la loi modifiée du 19 décembre 2014 facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière ;
11° de la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés ;

- 12° de la loi du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État ;
13° de la loi du 23 juillet 2016 portant mise en place d'un statut spécifique pour certaines données à caractère personnel traitées par le Service de renseignement de l'État, et
14° de la loi du 22 février 2018 relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière
(*Amendements parlementaires du 18 juin 2018*)

(doc. parl. 7168)

- 5) 52.418** Projet de loi portant création du Centre pour la sécurité, la santé et la qualité de vie au travail dans la Fonction publique, portant modification a) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ; b) de la loi modifiée du 19 mars 1988 concernant la sécurité dans les administrations et services de l'État, dans les établissements publics et dans les écoles ; c) de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État et d) de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État et portant abrogation de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant création de l'Administration des Services médicaux du Secteur public

(doc. parl. 7183)

- 6) 52.486** Projet de loi instaurant un régime d'aide dans le contexte du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre après 2012
(*Amendements parlementaires du 21 juin 2018*)

(doc. parl. 7207)

- 7) 52.578** Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/97 du Parlement européen et du Conseil du 20 janvier 2016 sur la distribution d'assurances et modifiant la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances
(*Amendements parlementaires du 4 juillet 2018*)

(doc. parl. 7215)

- 8) 52.579A** Projet de loi relative aux informations à obtenir et à conserver par les fiduciaires et portant transposition de l'article 31 de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission

(doc. parl. 7216)

- 9) 52.656** Projet de loi portant modification:
1. de la loi modifiée du 18 décembre 1987 organisant le centre thermal et de santé de Mondorf-les-Bains ;
2. de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé ;
3. de la loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac ;
4. de la loi modifiée du 14 juillet 2015 portant création de la profession de psychothérapeute
(doc. parl. 7283)
- 10) 52.811** Projet de loi
1° portant sur l'organisation et le fonctionnement du Lycée technique hôtelier Alexis Heck et
2° modifiant la dénomination du lycée
(*Amendements parlementaires du 20 juin 2018*)
(doc. parl. 7303)
- 11) 52.832** Projet de loi portant modification
1. du Code du travail ;
2. de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement ;
3. de la loi modifiée du 19 juillet 1991 portant création d'un Service de la formation des adultes ;
4. de la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement ;
5. de la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public ;
6. de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil ;
7. de la loi du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal
(doc. parl. 7293)
- 12) 52.854** Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/1148 du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 2016 concernant des mesures destinées à assurer un niveau élevé commun de sécurité des réseaux et des systèmes d'information dans l'Union et modifiant
1. la loi du 23 juillet 2016 portant création d'un Haut-Commissariat à la Protection nationale et
2. la loi modifiée du 20 avril 2009 portant création du Centre de technologies de l'information de l'État
(doc. parl. 7314)
- 13) 52.953** Projet de loi portant :
1) transposition de la directive 2016/343 du Parlement et du Conseil du 09/03/2016 portant renforcement de certains aspects de la présomption d'innocence,
2) modification du Code pénal,
3) modification du Code de procédure pénale, et
4) modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire
- 14) 52.961** Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer
- au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration biologique intercommunale du bassin hydrographique de la Syre supérieure à Uebersyren ;

- au financement des infrastructures de traitement des eaux urbaines résiduaires en provenance du centre pénitentiaire de Schrassig et
- au financement des infrastructures de raccordement et de traitement des eaux usées de la zone aéroportuaire à la station d'épuration biologique d'Uebersyren

15) 52.966 Projet de loi relatif à l'aménagement de la transversale de Clervaux (N18-CR340-N7)

Projets de règlement

- 16) 51.874** Projet de règlement grand-ducal portant
- 1° détermination des conditions d'admission des membres du cadre policier au Service de contrôle à l'aéroport et au Service de police judiciaire ;
 - 2° fixation des modalités de la formation de remise à niveau visée à l'article 48 de la loi du jj.mm.aaaa sur la Police grand-ducale ;
 - 3° abrogation du règlement grand-ducal du 13 juin 2008 déterminant l'organigramme du Service de police judiciaire de la Police grand-ducale
- 17) 52.655** Projet de règlement grand-ducal portant réglementation de la profession d'ostéopathe et déterminant :
1. les études en vue de l'obtention du diplôme d'ostéopathe ;
 2. les modalités de reconnaissance des diplômes étrangers ;
 3. l'exercice et les attributions de la profession d'ostéopathe
- 18) 52.734** Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal du 12 mars 2013 portant sur la composition, l'organisation et le fonctionnement du Comité des statistiques publiques
- 19) 52.757** Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal modifié du 9 juin 2000 transposant la directive 98/41/CE du Conseil du 18 juin 1998 relative à l'enregistrement des personnes voyageant à bord de navires à passagers opérant à destination ou au départ de ports d'États membres de la Communauté (Transposition de la directive (UE) 2017/2109)
- 20) 52.808** Projet de règlement grand-ducal
- portant fixation des conditions et modalités de consultation et de délivrance de la documentation cadastrale, topographique, cartographique et géodésique gérée par l'administration du cadastre et de la topographie et
 - portant fixation du tarif des taxes à percevoir au profit de l'État pour les travaux de bureau et de terrain exécutés par l'administration du cadastre et de la topographie
- 21) 52.842** Projet de règlement grand-ducal portant
- 1° fixation des indemnités des membres et experts des équipes curriculaires, des commissions nationales de formation et des commissions nationales de l'enseignement général pour la formation professionnelle et
 - 2° modification du règlement grand-ducal du 30 juillet 2011 portant institution et organisation des équipes curriculaires, des commissions nationales de formation et des commissions nationales de renseignement général pour la formation professionnelle de l'enseignement secondaire technique

- 22) 52.844** Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 13 juillet 1979 transformant l'Institut d'enseignement agricole, l'École des Arts et Métiers, l'École Professionnelle de l'État à Esch-sur-Alzette, le Centre d'enseignement professionnel de Diekirch (École Hôtelière), le Collège d'enseignement moyen et professionnel de l'Est, le Collège d'enseignement moyen de Pétange, le Collège d'enseignement moyen et professionnel de Dudelange, l'École de Commerce et de Gestion en lycées techniques et leur octroyant des dénominations particulières
- 23) 52.865** Projet de règlement grand-ducal
1. créant la section gestion de l'hospitalité, la section architecture, design et développement durable et la section sciences environnementales et
 2. fixant les grilles horaires, les coefficients des disciplines et des disciplines combinées, ainsi que les disciplines fondamentales de l'enseignement secondaire général
- 24) 52.872** Projet de règlement grand-ducal modifiant
1. le règlement grand-ducal modifié du 31 juillet 2006 portant organisation de l'examen de fin d'études secondaires techniques et de l'examen de fin d'études de la formation de technicien et
 2. le règlement grand-ducal modifié du 31 juillet 2006 portant organisation de l'examen de fin d'études secondaires
- 25) 52.926** Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal modifié du 21 juillet 2012 portant règlement de l'organisation des élections et de la procédure électorale pour la Chambre de commerce
- 26) 52.943** Projet de règlement grand-ducal du jj.mm.aaaa fixant le programme et la procédure de l'examen prévu à l'article 23 de la loi du jj.mm.aaaa sur l'Inspection générale de la Police
- 27) 52.944** Projet de règlement grand-ducal du jj.mm.aaaa portant :
- 1° détermination de la mise en œuvre du plan d'insertion professionnelle ;
 - 2° fixation du programme et de la procédure d'examen de la formation professionnelle de base des fonctionnaires stagiaires du cadre policier ;
 - 3° précision des modalités d'application de l'appréciation des performances professionnelles aux fonctionnaires stagiaires du cadre policier ;
 - 4° fixation des programmes de formation spéciale, de la durée de la formation spéciale théorique et de l'appréciation des épreuves de l'examen de fin de formation spéciale des fonctionnaires stagiaires du cadre civil de la Police ;
 - 5° détermination des formalités à remplir par les candidats à l'examen de promotion, le programme de l'examen ainsi que des modalités de classement et les critères de départage en cas d'égalité des notes
- 28) 52.960** Projet de règlement grand-ducal déterminant les caractéristiques techniques du câblage adapté au haut débit visé au point 9 de l'article 2 de la loi du 22 mars 2017 relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit et modifiant la loi modifiée du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis